

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4211 - Mardi 20 Septembre 2022 - Prix : 200 Fc

DIPLOMATIE :

Les Comores en bonne voie pour la présidence de l'UA



Siège U.A.

PROJETS DE LA BANQUE MONDIALE EN UNION DES COMORES :

Le pays a du mal à décaisser l'argent alloué

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Sptembre 2022**

Lever du soleil:

06h 01mn

Coucher du soleil:

18h 04mn

Fadjr : **04h 49mn**

Dhouhr : **12h 05mn**

Ansr : **15h 18mn**

Maghrib: **18h 06mn**

Incha: **19h 20mn**



CONSOMMATION

Don japonais, un riz presque inaccessible

C'est le branle-bas, pour le comorien lambda, pour pouvoir décrocher le riz du don japonais. La quantité limitée (400 tonnes) à Ngazidja conduit à des situations ubuesques, un sac de riz pour deux, soit 15 kg pour chacun.

Mises à part les difficultés rencontrées pour avoir le précieux sésame, le comorien se pose la question sur le prix de ce riz japonais qui à leurs yeux ne suivent pas la logique d'un don qui par nature est soit gratuit soit vendu à moindre prix. « Pourquoi nous parler de don, alors qu'on doit verser la même somme d'argent (12 000 kg) pour avoir le sac de 30 kg et encore si on parvient à se réveiller tôt pour être au point de vente des heures avant l'arrivée du camion de distribution », s'est exclamé Said Youssouf un citoyen qui est revenu bredouille de la distribution faite dans un point de vente

dans la région de Washili ce lundi.

Une logique de prix assumée par les autorités. « Il n'y a pas de hausse du prix », nous a répondu le directeur de cabinet du ministre des finances. Des propos confirmés par le chargé de communication de l'ONICOR. « Nous n'avons pas procédé à une hausse des prix, pour ce riz japonais nous nous sommes alignés sur le prix de l'Onicor de 400 FC le kilo », précise-t-il. Et de continuer : « Le problème, c'est surtout la quantité de riz que nous avons reçu qui est très réduite par rapport à la normale ».

Les quelques mille tonnes du don japonais s'avèrent en effet très insuffisantes par rapport à la demande. Jusqu'à maintenant, c'est un rationnement sous contrôle des forces de l'ordre qui se fait. Les petits détaillants qui sont les relais de l'ONICOR dans les différentes localités n'ont toujours pas été rationnés. Les plus chanceux, ce sont ceux qui

se procurent le riz directement auprès des militaires qui l'escortent, comme nous l'avons vu dans le Washili hier.

Dans cet océan d'incertitudes, l'Office National d'Importation du Riz se veut toujours rassurant quant à l'évolution de la situation dans les prochains jours. « D'ici le 25 septembre au maximum, nous attendons 30 conteneurs de riz venant de la Tanzanie, nous a confié Ben Abdallah. Même si ce n'est pas suffisant, ça va nous permettre de tenir jusqu'à l'arrivée de la cargaison de 12 000 milles tonnes attendues d'ici le 3 octobre ». Une quantité suffisante pour permettre à la situation de revenir à la normale, c'est en tout cas le souhait des autorités.

Interrogé sur cette perspective, le directeur de cabinet de l'argentier de l'Etat nous a confirmé la venue de cette importante cargaison. « D'ici début octobre, nous allons recevoir entre 10 000 à 12 000 ton-



nes de riz », a-t-il assuré. En attendant l'arrivée de ce riz indien, le comorien prend son mal en patience et continue de subir de plein fouet les effets dévastateurs de la conjoncture mondiale mais, surtout de la mauvaise gestion des sociétés d'Etat qui continuent à fonctionner dans une opacité totale. Dépourvues des

Conseils d'Administration (CA) malgré les recommandations de la section des comptes de la cour suprême, elles continuent plus que jamais à être les bras financiers de la superstructure administrative et politique des régimes successifs.

AS Badraoui

PROTECTION DE L'ENFANT

Un système mis en place pour en finir avec toutes formes d'abus

La direction du genre en partenariat avec l'UNICEF a convié les forces de l'ordre, des agents de santé de l'île et des membres de la société civile dans un atelier de quatre jours. Le but est de mettre en place un système de protection des enfants pour en finir avec toutes formes d'abus que subissent les enfants ainsi que les femmes.

C'est dans le cadre du programme d'appui à la protection de la femme et de l'enfant aux Comores que le Commissariat National de la solidarité, de la protection sociale et de la promotion du genre, en collaboration avec la direction régionale du genre qu'un atelier s'est tenu du 13 au 16 septembre à la salle Multifonctionnelle de Fomboni. Il a regroupé la force de l'ordre, la société civile, des personnels soignants



au service des urgences de CHRI de Fomboni, à la maternité et la pédiatrie. Le but c'est de développer un environnement protecteur pour les enfants, les adolescents, et les femmes en vue de les protéger contre toutes formes de violence, d'explo-

tation, d'abus et de négligence.

Selon les formateurs, le choix d'inviter les agents de sécurité n'est pas un hasard puisqu'ils sont les premiers à recevoir les cas de violences. « Ces victimes doivent être reçus avec dignité et respect en vue

de pouvoir recueillir les informations nécessaires qui vont permettre à la justice de bien mener leurs enquêtes » explique le formateur Irchad Nomane.

Pour les associations communautaires, « tous ceux qui ont accep-

té de protéger les enfants, ont le devoir de respecter la convention sur les droits de l'enfant ainsi que les conventions signées par le gouvernement sur la protection de l'enfant, car ils représentent l'avenir du pays » soutiennent-elles.

Au cours de cet atelier, le débat s'est surtout focalisé sur des questions liées à la santé sexuelle des victimes. Des propositions visant à protéger les enfants sont également évoquées dont le renforcement des unités de surveillance des mineurs dans les établissements scolaires ainsi qu'aux milieux environnants. La sensibilisation de toutes les couches sociales sur le danger de ce fléau et surtout sur les comportements inhabituels ou suspect d'un individu est mise en en avant.

Riwad

ÉDUCATION

Mohamed Rachad et Ibrahim Abbas admis à la retraite



Après plusieurs années de service à l'Université des Comores, Mohamed Rachad et Ibrahim Abbas sont admis à la retraite. Le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur a organisé le 14 septembre dernier une cérémonie de pot d'adieu aux deux enseignants.

C'était dans un atmosphère conviviale que le personnel du ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ont organisé une cérémonie de pot d'adieu à l'honneur de deux

enseignants qui ont longtemps servi à l'éducation à travers la profession d'enseignant à l'Université des Comores. Il s'agit des deux enseignants Mohamed Rachad et Ibrahim Abbas. Selon le ministère de l'éducation, le département de Mathématique du secondaire, s'est retrouvé dans la salle du lycée de Moroni le mercredi 14 septembre 2022, pour une cérémonie de départ à la retraite de deux légendes en Mathématique qui ont formé plusieurs générations dans notre pays, après 36 ans de carrière.

Cet événement a vu la participa-

tion des personnalités du système éducatif, et l'ensemble des enseignants de Mathématique qui ont honoré de leur présence à titre d'hommage « aux deux étoiles qui ont bercé les amoureux des chiffres. C'est dans ces circonstances que l'ancien président de l'Université des Comores et l'ancien chef de département de Mathématique de l'Université des Comores sont admis à la retraite. Une retraite bien méritée.

Kamal Gamal

DIPLOMATIE :

Les Comores en bonne voie pour la présidence de l'UA

Le déplacement d'Azali Assoumani pour l'investiture de William Ruto devait être l'occasion d'évoquer avec son homologue Kenyan la question de la présidence de l'Union Africaine, que les deux pays se disputent. En effet, selon les informations du très respecté quotidien Africa Intelligence, Azali Assoumani a bel et bien commencé à envoyer des

émissaires dans les pays de l'Est et dans les grandes capitales de l'Afrique afin de s'assurer de leur soutien pour s'emparer de la vice-présidence du bureau de l'Union Africaine.

Une fonction essentielle car elle confère quasi automatiquement au pays l'occupant, la présidence l'année suivante. La conférence de chefs d'État de l'organisation pan-

africaine de février dernier n'a pas abouti à un accord sur la vice-présidence qui revient de droit à l'Afrique de l'Est. La question devrait être rapidement tranchée avant la fin de cette année pour se préparer à la présidence de 2023. Si les Comores remportent la bataille, ça sera une première pour l'archipel.

Le quotidien craint qu'après la

présidence congolaise de l'UA en 2021 jugée « assez décevante » par manque de moyens et de diplomatie, les chefs d'État du continent pourraient être rétifs pour soutenir un pays relativement pauvre pour piloter l'organisation panafricaine. Cette pierre d'achoppement qui pourrait être contournée. En effet, selon nos informations, le Royaume du Maroc, s'est montré

disponible pour accompagner financièrement l'archipel dans sa mandature. Une caution que d'autres peuvent critiquer mais qui paraît solide pour convaincre, d'autant que Moroni a le soutien des États-Unis.

Touffé Maecha

JOURNÉE MONDIALE DE LA SÉCURITÉ DES PATIENTS :

Le CHN El-Maarouf mise sur le bon suivi des mesures

Pour s'aligner aux standards des différents pays à l'occasion de la journée mondiale de sécurité des patients, l'hôpital de référence d'El-marouf a organisé une conférence débat pour échanger sur les modalités de travail. L'hôpital aspire aux changements et mise sur les mesures existantes afin d'offrir une meilleure qualité de services aux patients.

C'est sous le thème « Les médicaments sans les méfaits » que la journée mondiale de la sécurité des patients a été célébrée partout dans le monde samedi 17 septembre. Le pays ne fait pas exception. Une conférence débat a été organisée à l'hôpital El-Maarouf en cet honneur. Le thème choisi cette année s'inspire de l'action menée par le programme de l'Oms Sécurité des patients – un défi mondial. Et il a pour objectif de mettre l'accent sur les moyens de rendre les processus d'utilisation des médicaments plus sûrs, sans

danger pour les patients, et d'inciter toutes les parties intéressées à se mobiliser en faveur du défi mondial pour faire de la sécurité médicamenteuse une priorité et remédier ainsi aux pratiques dangereuses et aux faiblesses des systèmes, en se concentrant particulièrement sur les trois principales causes de préjudices évitables à savoir les situations à haut risque, les transitions au cours de la prise en charge et la polychimiothérapie.

Au cours de cette réunion d'échange d'une heure avec tous les médecins chefs et les majors des services, il était question de sensibiliser et d'informer l'ensemble des collaborateurs sur la sécurité, les préjudices causés pour la prise des médicaments, la mauvaise prescription etc. Entre la qualité des services offerts et des recommandations des médecins parfois prises à la hâte, l'hôpital mise sur des changements positifs. Le docteur Azhar Salim Mohamed, médecin du CHN El Maarouf, comme ses collègues, pré-



conise l'application des mesures existantes qui répondent à une meilleure qualité des services.

« Nous avons discuté sur la sécurité, sur les préjudices et sur des pistes de recommandations pour éviter à nos patients toute mauvaise prescription », souligne-t-il, avant d'ajouter que « nous avons des mesures existantes notamment sur l'éva-

luation et le suivi. Maintenant, le service qualité et les majors des services vont servir de relais avec la direction pour identifier les risques, les standardiser, s'associer à chercher des mesures adéquates à mettre en place. Nous avons beaucoup insisté sur la standardisation et un mécanisme de suivi. Ce sont les bonnes pratiques à mettre en place,

sur un suivi technique au niveau du CHN-El Maarouf pour veiller à la sécurité et à la qualité de nos soins ».

Par la même occasion, l'on apprend dans un communiqué de l'Oms que les campagnes de santé publiques organisées sous la forme de journée mondiale, offrent une grande possibilité de sensibiliser aux questions de santé, d'informer et de mobiliser un soutien pour agir, aussi bien dans les communautés locales que sur la scène internationale. Cette journée vise à sensibiliser et à mobiliser l'opinion, à mieux appréhender la problématique de la sécurité des patients, à favoriser la solidarité mondiale et à inciter les États membres à promouvoir la sécurité des patients. La journée mondiale de la sécurité des patients a été instituée en 2019 par la 72ème Assemblée mondiale de la Santé dans la résolution WHA72.6 « Action mondiale pour la sécurité des patients ».

Andjouza Abouheir

PROJETS DE LA BANQUE MONDIALE EN UNION DES COMORES :

Le pays a du mal à décaisser l'argent alloué

Samedi dernier, le ministre des finances a présidé à Moroni, un atelier de travail qui s'est focalisé sur deux sujets essentiels, à savoir l'évaluation des dix projets engagés par la Banque mondiale mais aussi la lutte contre la corruption et les fraudes. Les échanges ont permis de faire le point sur l'état d'avancement des projets et l'exécution du budget au premier semestre 2022. Il a été observé une faible capacité d'absorption des fonds alloués, alors qu'il s'agit d'un indicateur de performance important aux yeux des bailleurs de fonds.

En présence du ministre des finances et de l'énergie, certains secrétaires généraux des différents ministères, du gouverneur de la Banque centrale, du commissaire général au plan ou encore du directeur général de la Sonelec, des représentants de la Banque Mondiale, ont passé en revue le por-

tefeuille des projets financés par la Banque Mondiale en Union des Comores. A la sortie de la rencontre, le ministre des finances a montré qu'il s'agit d'une rencontre habituelle qui se fait chaque année entre le gouvernement et la Banque mondiale pour évaluer les différents projets mis en place dans le pays par cette institution financière. « La réunion de ce matin s'est bien passée puisque

il s'agit des échanges qui faisaient état de la situation d'exécution du budget au premier semestre 2022 », avance le ministre, tout en précisant qu'il s'agit aussi de passer en revue les dix projets financés par la Banque sur ses évolutions, les problèmes qui les ralentissent pour trouver des solutions ».

Sur l'évolution des 10 projets, le ministre Mzé Abdou Mohamed

Chafiou a montré aussi que le pays doit mobiliser une enveloppe de 183 millions de dollars du mois de juillet 2022 au mois de juin 2023 destinés à ces projets. « L'objectif est de voir comment avec nos services et nos partenaires nous allons mobiliser les ressources au sein de nos ministères pour que ces objectifs soient atteints en termes de mobilisation et de décaissement, pour que tous ces projets puissent être réalisés dans les temps », indique-t-il, avant de préciser qu'un faible pourcentage de cette somme a pu être décaissé, et qu'il va falloir une implication au niveau des responsables de ces différents projets dans les ministères concernés. Il va falloir être attentif car le plus souvent lorsque le projet est réalisé, on a tendance à rendre compte au niveau du partenaire oubliant que ce sont des projets pilotés par les ministères. C'est ce genre d'implication que nous souhaitons tant au niveau du gouvernement qu'au niveau des secrétaires généraux de nos diffé-

rents ministères, c'est-à-dire de faire le suivi avec nos partenaires ».

Le deuxième point abordé portait sur les fraudes et la corruption dans ces projets, qui constitue un risque pour le bon fonctionnement des projets. La question de la crise économique a aussi pris une place de choix lors de cette rencontre. « Il s'agit d'une initiative qui va améliorer la bonne gouvernance et la transparence des projets », souligne l'argentier de l'Etat. Parmi les suggestions faites, on notera la mise en place d'un comité de contrôle des salariés de l'État qui permettra d'assainir la masse salariale, les contrôles physiques et la fusion des fichiers des salariés des 3 îles semblent constituer la solution adéquate contre les agents fantômes. Des réformes institutionnelles sont prévues pour permettre aux partenaires d'avoir une vision sur la gestion des subventions.

Ibnou M. Abdou



COUPE DES COMORES :

Olympic de Moroni sort vainqueur

Sans surprise, l'équipe en forme du moment a été sacrée vainqueur de la coupe des Comores. C'est donc un doublé historique (coupe et championnat) que vient d'effectuer le club de la capitale.

Sans forcer, les rouges et blancs de la capitale viennent de réaliser l'exploit de remporter les deux trophées majeurs qu'elles ont eu à prétendre. Hairiat Abdourahmane est ses amies n'ont jamais douté de leur supériorité sur les autres formations féminines de la place. Après treize ans (2009) d'attente, Olympic de Moroni goutte de nouveau à une victoire en coupe des Comores. A cette époque là, le club s'appelait encore Club Maman et le championnat des Comores des dames n'existait pas sous sa forme actuelle. La compétition se faisait sous forme de tournois ou quelques clubs se retro-

uvaient pour plus tuer le temps que de véritablement concourir à une compétition officielle reconnue par les différentes instances.

C'est donc la deuxième fois de l'histoire depuis l'instauration officielle de compétitions du football féminin qu'un club fait le doublé. L'année dernière, Ouvanga de Moya avait fait le doublé en venant à bout à chaque fois du club Inanga de Djongwe lors de la phase finale du championnat à Mohéli et la coupe des Comores à Moroni. L'exploit réalisé par les olympiennes n'est pas à sous-estimé dans la mesure où l'équipe de Moya paraissait imbattable il y'a de cela deux années.

Lors de la demi-finale, Ouvanga avait neutralisé l'Etoile du Centre par deux buts à zéro, alors qu'Olympic de Moroni écrasait les Mohéliennes par un score fleuve de 4-0. C'est donc un duel de titans qui s'annonçait pour cette finale. Et les



spectateurs présents au stade de Moroni n'ont pas été déçus. Très engagée, la rencontre s'est déblocquée deux minutes après le retour des vestiaires avec l'unique but de la rencontre marqué par l'embléma-

tique capitaine des Moroniennes, Hairiat Abdourahmane "Maradona". C'est donc avec ce succès que Olympic de Moroni parachève une saison particulièrement dense, qu'il aura vu prendre

part pour la première fois à une compétition de clubs (ligue des champions) organisée par la Confédération Africaine de Football.

AS Badraoui

FORMATION

Une vingtaine de jeunes formés sur le PMP

Sowo apporte son soutien professionnel aux jeunes ambitieux. Ce dernier a formé 18 jeunes en Projet Management Professionnel (PMP). Ils sont formés en gestion d'entreprise et busines, management de projet ou encore management de comptabilité.

Depuis sa création en 2019, Sowu se base sur l'étude des projets et formation professionnelle. Mais après plusieurs analyses et études faites par ses techniciens, il a jugé nécessaire de lancer ces genres de formations, pour porter son soutien aux jeunes ambitieux dans le but de former les jeunes en gestion d'entreprise et busines, management de projet ou encore management de comptabilité, pour être des leaders et de pouvoir les monter facilement. « La formation se fait en cinq semaines normalement. Nous avons trois modules : gestion d'entreprise et busines de leadership, management de projet et

en fin management de comptabilité. Parfois les jeunes viennent faire la formation pour monter leur projet, et d'autres apportent déjà leur projet et on les suit afin de pouvoir les

monter », montre Abdillah Ahmed Said, le directeur de Sowu.

Et d'ajouter : « Le pays est vierge. Il y a beaucoup d'opportunités que travailler à la fonction publique.

Et j'avoue aussi qu'il y a des jeunes qui ont des bons projets, sauf qu'il manque la façon de les réaliser. Manque de professionnalisme, de finances, ce qui fait qu'ils n'ont pas

confiance en eux. C'est ce qui nous a poussés à lancer ces formations, pour aider les jeunes dans leur projet ».

Après les cours théoriques et les échanges avec les formateurs, les bénéficiaires vont sur le terrain afin de vivre la réalité des choses. « J'avoue qu'à travers cette formation j'ai compris tellement des choses. Leur appui professionnel m'a beaucoup aidé. D'autant plus qu'il te suit dans toutes les démarches administratives de ton projet. En ce moment, mon projet est en cours. Les travaux sont déjà en marche, je me suis lancé dans la poulaillerie. Nous sommes un groupe de cinq personnes dans ce projet. Bien évidemment je suis le porteur du projet. Bientôt, nous aurons un poulailler digne de ce nom, ça permettra de récolter également des jeunes pour travailler », témoigne Faissoili Maoulida bénéficiaire de la formation.

Nassuf Ben Amad



RENTÉE SCOLAIRE :

Une légère hausse des fournitures scolaires

A quelques jours de la rentrée scolaire, nombreux sont les parents qui se précipitent dans les librairies pour acheter les articles scolaires, dont les prix ont suivi l'inflation généralisée en cette période de crise. Pour éviter une facture salée chez les commerçants ambulants, les familles préfèrent pénétrer d'assaut les librairies ayant pignon sur rue.

Comme chaque année, c'est le même rituel pour les familles : les courses pour la rentrée scolaire. Des cahiers (grand

et petit format), des pochettes, des cartables, des stylos, des feuilles à carreaux, autant d'articles qu'il faut acheter avant le retour sur les bancs de l'école. Sauf que cette année, le commerce est ébranlé par la guerre en Ukraine et la crise sanitaire mondiale selon les autorités du pays si bien que certains produits ont flambé. Les fournitures scolaires ne sont pas épargnées de ce fléau au point que certains parents regrettent le prix de certains vendeurs. Il s'agit des vendeurs ambivalents qui font le commerce selon le contexte. A l'entrée de la librairie A La Page, les

parents font la queue pour entrer à l'intérieur et effectuer l'achat des fournitures. « La plupart ce sont des clients. C'est-à-dire des parents qui achètent leurs fournitures dans cette même librairie. Toutefois, nous sommes nombreux car certains parents fuient les prix des brouettes. Car les vendeurs à la sauvette viennent acheter les articles ici pour aller les revendre à ailleurs. Donc puisqu'on sait que par ici on peut faire sa fourniture moins chère, on se précipite », explique un parent d'élève.

Il faut justifier que le paquet de cahiers grand format s'achète à 5000

fc chez A la Page tandis que celui ci s'achète 6000 fc à 6500 fc dans les brouettes. Concernant les cahiers en petit format et autres articles papiers, là c'est pareil : il ne faut pas attendre. Dans cet aspect, ce sont les parents qui font les courses pour leurs enfants de pré scolaire car le coût est estimé à 100 000 fc pour un seul enfant. Toutefois, chez A la Page, la liberté d'acheter un article sans son ensemble est offerte pour faciliter le client.

Du côté de la librairie Camy, les parents se présentent moyennement et les prix ne sont pas variés et ne

sont jamais similaires dans les magasins bien que les produits soient les mêmes. Car le paquet de cahiers grand format s'achète à 6250 fc. « Les clients se présentent moyennement et le commerce se déroule bien. Même avant la rentrée, certains clients se présentaient pour faire leurs courses scolaires », avance un responsable de cette librairie. Il faut en effet rappeler que la rentrée scolaire est prévue le 3 octobre prochain tandis que celle des enseignants s'effectuera le 22 septembre prochain.

Kamal Gamal